



 POSITIONNEMENT

**Le Cnajep s'engage pour  
une politique de jeunesse  
à l'écoute des jeunes**

## **Juillet 2020**

*Texte de positionnement présenté initialement pour adoption en Assemblée Permanente des Membres du 26 mars 2020, annulée pour cause de crise sanitaire, finalement adopté en juillet 2020.*

## **La Commission Politique jeunesse du Cnajep**

travaille depuis septembre 2018 à construire une parole cohérente sur la jeunesse avec des jeunes issu.es d'associations de jeunesse et d'éducation populaire et d'organisations de jeunes du Cnajep, sur la façon dont ils.elles appréhendent leur présent et leur avenir.

Pour avoir une parole forte sur la jeunesse et sur les questions sociétales, les membres de la commission ont rencontré et discuté avec des jeunes<sup>1</sup>.

De ces échanges été élaboré le positionnement présent auxquels s'ajoutent des propositions concrètes pour une politique de jeunesse.

Ce document ne revendique pas l'exhaustivité en matière de politique jeunesse. Il met l'accent sur quatre axes : ceux évoqués par les jeunes lors des rencontres.

**Ce positionnement a été écrit avant la crise sanitaire que nous venons de vivre. Cette crise sanitaire et sociale engendrée par le COVID 19 est venue pointer du doigt et amplifier des difficultés dans la vie quotidienne des plus précaires dont une partie des jeunes. Nos propositions restent d'actualité : elles ne sont que plus urgentes !**

---

*1 Rencontre le 19 janvier 2019 avec des jeunes de la JOC à Bobigny dans le cadre de la campagne Traçons nos vies.*

*Rencontre le 24 février 2019 avec des jeunes de MJC de toute la France dans le cadre des 24 H des réalisations de la FFMJC.*

*Rencontre le 4 avril 2019 avec des jeunes en service civique de toute la France dans le cadre d'une formation organisée par l'UNHAJ.*

*Rencontre le 13 mai 2019 avec des jeunes du Conseil Parisien de la Jeunesse à Paris.*

*Rencontre les 10 et 11 mai 2019 avec une cinquantaine de jeunes issus des AJEP lors de la préparation d'un CIJ (Comité interministériel à la jeunesse).*

*Campagne Provox – 7ème cycle : 1500 jeunes répondant à l'enquête, plus de 500 jeunes rencontrés sur l'ensemble de la campagne.*

## **SOMMAIRE**

**p 5**

**Pour un engagement non imposé, conscient et collectif**

**p 7**

**Vers une mobilité choisie qui permet d'agir ici et là-bas ...**

**p 9**

**Pour que chaque jeune trouve sa place dans l'Ecole et dans la société**

**p 11**

**En finir avec les parcours du combattant ?  
L'accès aux droits : la base de l'égalité**

# LE CNAJEP S'ENGAGE POUR UNE POLITIQUE DE JEUNESSE A L'ECOUTE DES JEUNES

## INTRODUCTION

La jeunesse, les jeunesses, les jeunes, ... il est clair que tous les jeunes ne vivent pas la même réalité ! Certains sont par exemple particulièrement éloignés de l'accès aux droits et des dispositifs existants, ont un quotidien très difficile et ne peuvent vivre dignement. Pour autant, ils.elles ont des besoins communs qu'une politique de jeunesse transversale devrait tenter de lever : se loger, se former, travailler, se cultiver, participer et ce dans une logique d'émancipation. Alors, qu'attendons-nous ? Pourquoi médias et élu.es continuent globalement de voir les jeunes soit comme une menace ou un problème à résoudre, soit comme un faire-valoir dans une simple logique de marketing !

Pourtant, les jeunes ne veulent pas être cantonné.es à leur état de jeunes. Afin de trouver plus facilement une place dans la société, les jeunes vont souvent créer des espaces entre pairs pour porter une parole et développer leur pouvoir d'agir puis le porter avec d'autres acteurs. Mais attention à ce que ces espaces ne se transforment pas en voie de garage pour les conditionner à un endroit et ne pas leur permettre d'intégrer les « réels » espaces de décisions ...

Actuellement, des pouvoirs publics associent encore trop souvent la jeunesse à des problèmes sociaux et pour les résoudre, le gouvernement met en place le Service national universel. Cela en dit long sur la vision qu'il peut avoir sur la jeunesse d'aujourd'hui.

Selon les jeunes rencontré.es, ils sont aujourd'hui soumis aux injonctions de la société, notamment et surtout vis à vis de la société de consommation qui impose une certaine notion de la réussite et du bonheur. Les jeunes estiment que ces injonctions sont contraires à l'urgence climatique et sociétale.

Aujourd'hui, nous devons parler de jeunesses plurielles, qui ont des réalités sociales, économiques différentes. Pour trouver des réponses à ces réalités, nous voulons affirmer que nous devons regarder les choses autrement et construire une politique de jeunesse avec les concerné.es, en pensant notamment aux plus exclu.es lorsque nous élaborons des projets ou des propositions !

**« Moi j'ai le sentiment qu'il va falloir se démerder, qu'on est un peu laissé pour compte », Naha, 20 ans**

## POUR UN ENGAGEMENT NON IMPOSE, CONSCIENT ET COLLECTIF

La question de l'engagement est évoquée quotidiennement mais elle n'est pas regardée de la même façon par tout le monde. Nous entendons souvent que les jeunes ne s'engagent pas. Les chiffres et les jeunes rencontrés nous disent le contraire. Parmi la diversité des dispositifs et modalités d'engagement (Pompiers volontaires, soutien scolaire, service civique...) dans lesquels les jeunes s'impliquent, en 2019, 36% des 18-30 ans donnent du temps bénévole dans les associations<sup>2</sup>. De plus, alors que l'environnement est devenu un sujet urgent de notre société, nous remarquons que les jeunes se sont pleinement saisi.es de cet enjeu et s'engagent pour faire réagir les pouvoirs publics. Pour les associations de jeunesse et d'éducation populaire, l'engagement est libre et conscient. Il ne se décrète pas.

C'est pourquoi le Cnajep continue d'affirmer que l'engagement et l'obligation sont incompatibles.

L'engagement part de réalités, de situations propres que chacun.e a vécu. Pour la plupart, il raconte une petite histoire : celle où pour la première fois, ...

**Pour Maëlle, 21 ans, le déclenchement de son engagement est lié à son histoire personnelle et « ce sentiment qu'il y a des idées fortes à défendre ».**

L'engagement peut donc prendre différentes formes et même s'il vient de réalités individuelles, il se construit avec d'autres dans le temps. Il est toujours lié à un collectif qui veut faire société.

Certain.es jeunes interrogé.es définissent l'engagement comme une source d'émancipation individuelle et collective. Celui-ci permet de conscientiser son action et celles des autres, d'acquérir des savoirs et souvent, de (re)trouver sa place de citoyen.ne. Il permet de "faire démocratie" dans le sens où il propose à chacun.e de prendre une place et de participer au débat.

De plus, des dispositifs permettant aux jeunes de découvrir et de s'engager dans de nouveaux secteurs ont été créés depuis maintenant 10 ans avec le service civique. C'est un moyen important à disposition des jeunes pour s'engager au sein d'une structure, en bénéficiant d'une aide financière et d'un accompagnement humain permettant de s'émanciper personnellement et professionnellement.

Mais la question de l'engagement est particulièrement liée aux réalités économiques et sociales des jeunes. Il est nécessaire, pour lever les freins à l'engagement de toutes et de tous, de leur permettre d'avoir accès à des conditions de vie, économiques et sociales propices à un engagement volontaire. De plus, certain.es jeunes indiquent qu'il leur est compliqué d'avoir accès à des mandats (politiques, associatifs) quand ceux-ci sont monopolisés par les mêmes personnes pendant de très longues périodes.

**Morgan et Louisiane, 19 ans, indiquent : « L'engagement c'est participer à quelque chose, se renseigner, prendre conscience et prendre parti ».**

<sup>2</sup> Baromètre jeunesse et vie associative 2019

## Des propositions concrètes

- Renouveler et limiter le nombre de mandats dans le temps et dans l'espace pour permettre à des jeunes de prendre des responsabilités dans les instances décisionnelles des associations et des institutions politiques.
- Augmenter les crédits destinés à la formation (vie associative) pour permettre à chaque jeune de construire son parcours d'engagement.
- Faire connaître et renforcer le dispositif du Compte Engagement Citoyen.
- Faire vivre le Parcours citoyen à l'école et alléger les emplois du temps du secondaire pour permettre des temps d'engagement.
- Soutenir la diversité des formes d'engagement : Associations de jeunesse et d'éducation populaire, Accueils Collectifs de Mineurs, centres de vacances, Conseils d'enfants et de jeunes, Juniors Associations, associations temporaires d'enfants, conseils de vie lycéenne, service civique, ...
- Posséder dans chaque espace décisionnaire impactant la jeunesse, une présence de jeunes, peu importe l'échelon (local, régional, national, européen).
- Réaliser un investissement financier pour développer le dispositif du service civique et conserver ses aspects positifs pour la jeunesse : formation incluse, engagement de 8 à 12 mois, découverte d'un nouveau milieu, ...

Ce que nous avons déjà écrit sur le sujet :  
[\*Le Cnajep s'engage pour la diversité des engagements\*](#)

## VERS UNE MOBILITE CHOISIE QUI PERMET D'AGIR ICI ET LA-BAS ...

La mobilité des jeunes est un enjeu important, mais qui ne révèle pas la même réalité qu'elle soit contrainte, résignée ou choisie !

En effet, les jeunes habitant-es des territoires ruraux, des quartiers dits "populaires" mais aussi et plus particulièrement des territoires d'outre-mer sont souvent amené.es à quitter leurs lieux de vie pour se former et/ou trouver un premier emploi dans les métropoles.

Chez les jeunes, la mobilité peut être vécue comme une chance et une opportunité mais également comme une contrainte, voire même comme une barrière infranchissable lorsque les conditions financières, sociales ou culturelles ne sont pas réunies. Rappelons que 74% des jeunes n'ont pas les moyens d'accéder à un logement indépendant selon un rapport de la DREES (Direction de la Recherche des Etudes de l'Evaluation et des Statistiques). Le manque de perspectives et de moyens financiers pour accompagner et assurer cette mobilité a pour conséquence de favoriser le départ choisi des jeunes issu.es de milieux plutôt favorisés.

Certain-es sont, pour autant, attaché-es à leurs lieux de vie (engagements, réseau amical, familial). **50 % des jeunes interrogé-es dans la grande enquête Provox<sup>3</sup> estiment que l'idéal est d'habiter à la campagne et 70 % des jeunes habitant-es des territoires ruraux interrogé-es ne souhaitent pas s'installer en ville.**

Assurer la décentralisation de certaines activités, la possibilité de rencontres, de loisirs, d'infrastructures de sports, de culture et des lieux par, pour et avec les jeunes apparaît donc comme une priorité pour soutenir leur inclusion et en faire bénéficier l'ensemble des habitant-es.

Les territoires ruraux comme urbains les plus enclavés et délaissés concentrent de multiples richesses où il pourrait se développer par exemple des activités sociales, économiques ou des espaces de formation. **83% des jeunes interrogés dans la grande enquête Provox pensent qu'il faudrait obliger certaines entreprises, universités, services publics à avoir des antennes dans les zones rurales.**

Mais la mobilité, lorsqu'elle est choisie, est une chance. Elle permet de découvrir d'autres cultures, d'autres façons de faire et de créer du commun. Elle ne peut pas se résumer à un moyen d'être plus compétitif sur le marché de l'emploi. Comment la rendre accessible à toutes et tous notamment aux personnes qui n'ont pas forcément « les prérequis » ou conscience de ces possibilités pour garantir une certaine égalité des chances ? Cela suppose de lever des obstacles très concrets comme le coût des transports ou le coût d'accès au premier logement qui demeurent des freins non négligeables, mais aussi de lever des obstacles plus symboliques comme le fait de s'empêcher de ...

<sup>3</sup> Provox est la plateforme française du dialogue structuré européen. Le cycle actuel porte, entre autres, sur les opportunités pour la jeunesse rurale. <https://provox-jeunesse.fr/>

## Des propositions concrètes

- Renforcer les colonies de vacances, les classes de découvertes et les premiers départs.
- 
- 
- 
- Poursuivre le développement des programmes Erasmus.
- 
- 
- Développer quantitativement et qualitativement les opportunités d'engagement citoyen en Europe et à l'international (chantier de solidarité internationale, CES, SCI, VSI...), et favoriser leur accessibilité.
- 
- 
- Développer une politique publique de gratuité des transports en commun et des aides significatives pour le permis de conduire et premier achat d'un véhicule (en prenant en compte les enjeux environnementaux).
- 
- 
- 
- Développer des espaces de rencontre entre les habitant.e.s du milieu urbain et rural.
- 
- 
- Renforcer la diversité des formations dans les villes de proximité pour assurer une attractivité en termes de services aux jeunes dans chaque ville proposant un bassin de formation.
- 

Ce que nous avons déjà écrit sur le sujet :

*[Le Cnajep s'engage pour la mobilité européenne et internationale](#)*

## POUR QUE CHAQUE JEUNE TROUVE SA PLACE DANS L'ÉCOLE ET DANS LA SOCIÉTÉ ...

Les jeunes sont attachés.es à l'école comme lieu de mixité que presque tout le monde fréquente et qui devrait réussir à mettre en lumière les capacités de chacun.e. Mais ils.elles constatent que s'il y a une place pour chaque jeune à l'école, il faut accepter de rentrer dans le moule.

**Pour Liam, 19 ans et Loïc, 24 ans, « Il y a une place pour chaque jeune à l'école, mais chaque jeune n'y est pas forcément à sa place. »**

Pour certain.es, l'enjeu essentiel est de réduire les inégalités d'accès aux savoirs et aux connaissances et de revoir notre modèle de réussite : « La société impose un modèle de réussite et l'école y joue un rôle, si tu vas en filière professionnelle tu n'es rien. Pour réussir, il faut aller en filière générale, idem pour les études supérieures. ».

Entre les décrocheurs scolaires en tant que tel et « les décrocheurs du fond de la classe », combien d'enfants s'épanouissent à l'école ? Il appartient pourtant à l'école de choisir un système de la coopération dès le plus jeune âge, de promouvoir la formation tout au long de la vie et ainsi garantir un retour possible à la formation et un droit à l'expérimentation, un droit à l'erreur.

Face à la question du travail, les jeunes sont pessimistes ; pourtant leurs rêves sont globalement terre à terre. Ils rêvent d'un travail qui apporte des résultats, permet le contact avec les autres. Cela souligne leur envie de pouvoir vivre dignement. Chose qui pourrait être vue comme un manque d'ambition mais qui est au contraire le signe que malheureusement, avoir la possibilité de vivre dignement n'est pas si aisé. La question de l'argent liée à un désir d'en gagner beaucoup n'est pas majoritaire. Les jeunes rencontrés insistent plutôt sur l'idée d'en avoir suffisamment pour vivre dignement (subvenir aux besoins de la famille, accéder aux soins...).

**Selon Nolwenn, 19 ans, « la formation artistique n'existe pas dans le domaine général. On porte trop d'importance à ce qui est socialement valorisé. Le théâtre, la danse, la musique, transmettent des capacités pourtant complémentaires (assurance, savoir-faire, sensibilité, éloquence...) et tout aussi nécessaires que des options comme le latin et le grec. C'est une des raisons pour lesquelles, il y a des jeunes démunies à l'école. »**

**Pour Salomé, 18 ans, Mounia, 22 ans et Yoann, 24 ans, « le salaire n'est pas la composante essentielle. Il faut trouver du plaisir et du sens. Il peut être difficile de bifurquer dans la vie. Le but du travail ou le travail en lui-même doit être de qualité. Qualité de vie au travail et travail de qualité doivent aller de pair. Le travail en équipe est l'une des conditions.»**

Il y a, selon les jeunes rencontré.es, également un enjeu à revaloriser les métiers manuels. La nécessité d'être considéré est au cœur des revendications des jeunes comme en témoigne :

**Aurore 23 ans : « on est des numéros, on n'est pas considéré. On ne demande pas des choses extraordinaires, mais déjà d'être considérés, reconnus pour ce qu'on fait et ce qu'on est. Dans les entreprises, quand les grands patrons ne sont pas là (ex. Renault-Nissan) l'entreprise tourne, et pourtant on parle que des patrons et pas des ouvriers, alors que si eux s'arrêtent, l'entreprise ne tourne plus. »**

## Des propositions concrètes

- Assurer une place pour tous les métiers complémentaires de l'enseignement au sein de chaque établissement scolaire.
- 
- Mettre en place des temps de formation communs aux différents acteurs de la communauté éducative : enseignant.es, animateurs.trices, éducateurs.trices, élèves et tout autre personnel de l'établissement scolaire.
- 
- Permettre à tous les jeunes d'accéder à la formation de leur choix.
- 
- Relancer une politique d'équipement pour permettre aux jeunes de disposer de lieux où ils.elles peuvent expérimenter et développer des savoirs collectivement.
- 
- Renforcer la logique d'une école favorisant la citoyenneté des jeunes.
- 
- Assurer un droit à la formation tout au long de la vie assorti de ressources dès 16 ans
- 
- Sortir de la logique de concurrence et de stratégies scolaires individuelles et promouvoir au contraire une école de la coopération.
-

## EN FINIR AVEC LES PARCOURS DU COMBATTANT ? L'ACCES AUX DROITS : LA BASE DE L'EGALITE.

L'accès aux droits est une problématique dans le parcours de vie des jeunes.

**Selon Kévin, 19 ans, les jeunes ne sont pas assez informés de leurs droits : « Dans nos choix notamment de cursus scolaire, on est très souvent dirigé vers ce qui est plus facile quitte à abandonner une filière qui aurait pu nous plaire. En m'inscrivant sur Parcours Sup, le logiciel ne marchait pas. Gérer l'administratif seul en tant qu'étudiant paraît très compliqué. Les informations ne sont pas assez automatisées. Certains ne savent pas qu'ils peuvent souscrire à une mutuelle étudiante ! »**

Nous sommes dans une société où nous ne mettons pas à disposition de la jeunesse les outils pour qu'elle s'épanouisse dans la vie active ou dans les études supérieures. Actuellement, le fossé creusé entre la période scolaire et la vie active est trop large et nous constatons peu de moyens mis en place pour permettre à chaque jeune de vivre en autonomie. Cette difficulté se poursuit pour l'ensemble des démarches administratives.

L'environnement familial joue un rôle essentiel dans l'accompagnement des jeunes à l'accès aux droits.

Les jeunes font donc ressortir une inégalité entre les familles en capacité de proposer cet accompagnement et les autres. La société devrait pouvoir proposer une alternative.

Le renoncement à l'accès aux droits révèle également une précarisation de notre jeunesse, qui ne permet pas à chacun.e de s'émanciper et de s'épanouir au sein de sa vie.

**Pour Arnaud, 19 ans, « gérer l'administratif est une galère, il faut faire beaucoup de démarches incompréhensibles. En 2019, je viens tout juste de toucher ma première allocation car je ne savais pas que je pouvais la réclamer avant. »**

L'accès aux droits relève aussi pour les jeunes d'une volonté de lutter contre la déshumanisation des rapports sociaux, que ce soit entre pairs mais également avec les services administratifs. Ils. elles déplorent d'être considéré.es comme des numéros. Au-delà de l'accès d'un point de vue pratique à ses droits et du non-recours fréquent, c'est bien sûr la question de la transmission et de la formation des jeunes à leurs droits qui est posée.

**Pour Virginie, 18 ans, « l'administratif est une galère, ce n'est pas assez clair. Notamment pour le droit à la santé. J'utilisais la couverture de ma mère pour mes lunettes alors que je pouvais moi aussi toucher une aide. »**

## Des propositions concrètes

- 
- **Mettre en place un parcours citoyen permettant l'information et la formation aux droits tant sur le volet de la scolarité, de la santé, que de l'administratif.**
- 
- **La mise en place effective d'un service public de l'information, de l'orientation et de l'accompagnement des jeunes en territoire. Renforcer la boussole des jeunes avec une présence humaine aux guichets.**
- 
- **Réaffirmer le CDI comme contrat de travail de droit commun.**
- 
- **Permettre l'accès aux minimas sociaux dès 18 ans (ou dès émancipation) pour toutes et tous.**
- 
- **Ouvrir aux jeunes le Revenu Universel d'Activité afin d'obtenir un guichet unique des aides sociales et leur permettre d'avoir accès aux mêmes droits que le reste de la société.**
- 
- **Mettre en place des dispositifs itinérants : « caravane » de l'administration et des dispositifs d'accompagnement au numérique.**
-

## CONCLUSION

### **Une autre politique de jeunesse est possible et souhaitable !**

Les jeunes ne sont pas les seuls à rencontrer des difficultés, c'est pourquoi il ne s'agit pas de créer des clivages entre les générations mais plutôt de repenser nos liens de solidarités entre générations. La parole des jeunes nous renvoie à la transformation sociale nécessaire pour que chacun.e trouve sa place, jeune et moins jeune, dans une société plus solidaire, plus juste qui ne laisse pas une partie significative de sa population sur le côté.

La mise en œuvre d'une telle politique suppose bien sûr de mobiliser des moyens importants qui soient à la hauteur des ambitions. Bien que les politiques de jeunesse se jouent désormais au niveau régional mais aussi à des niveaux plus locaux, l'État doit conserver un rôle pour conduire ces politiques, garantir leur universalité sur l'ensemble du territoire français et impulser la coordination entre acteurs.

**De toute évidence, les jeunes et les associations de jeunesse et d'éducation populaire sont prêts pour penser et agir autrement avec les pouvoirs publics.**



## La recette de fabrication

L'éducation populaire révèle les savoirs de chacun.e, reconnaît l'apport des savoirs partagés, ouvre des espaces pour apprendre à débattre et s'enrichir de la diversité des points de vue. Elle permet de vivre une démocratie en acte.

C'est pourquoi au Cnajep, le chemin parcouru est aussi important que l'objectif atteint ...

Ainsi, nos processus démocratiques notamment d'élaboration d'un positionnement prennent le temps du collectif que nous sommes composé de 75 organisations diverses.

Ce positionnement écrit par la commission Politique jeunesse du Cnajep a été soumis au Comité Exécutif d'Animation qui a proposé des ajustements. Retravaillé par la commission Politique jeunesse, ce texte a été soumis en Assemblée permanente des membres et ouvert à modifications auprès de l'ensemble des membres pendant un mois. Nourri par 57 amendements, il a été adopté définitivement lors d'un débat le 10 juillet 2020. Ce n'est pas moins de 34 organisations qui ont contribué en tout à l'adoption de ce positionnement.

Ce processus nous permet de dire que ce positionnement a été élaboré collectivement et lui confère une réelle légitimité ; de plus, il permet également à un plus grand nombre de s'approprier les enjeux du débat.



## A propos



**Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire**, le Cnajep est la plateforme des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Il réunit 75 organisations nationales de jeunesse et d'éducation populaire qui

rassemblent près de 100 000 associations locales, mobilisent plus de 500 000 jeunes engagé.es dans des projets et concernent plus de 10 millions de personnes (enfants, jeunes adultes). Il représente et porte la voix du secteur Jeunesse et Education populaire au niveau national et européen. En plus de sa structuration nationale, le Cnajep participe également à l'animation territoriale à travers un réseau de comités régionaux (les Crajep) implantés sur l'ensemble du territoire.

Membre fondateur du Forum européen de la jeunesse, le Cnajep est particulièrement impliqué sur les questions de citoyenneté et de politiques de jeunesse au niveau européen. Il est le Conseil national de la jeunesse français. A ce titre, le Cnajep anime pour la France le Dialogue jeunesse UE qui associe les jeunes à l'élaboration des politiques de jeunesse européennes. [www.provox-jeunesse.fr](http://www.provox-jeunesse.fr).

Depuis la loi Egalité Citoyenneté de 2017, le Cnajep participe avec les Crajep à mettre en dynamique le dialogue structuré territorial.

Afin de situer l'éducation populaire dans le champ des politiques publiques, le Cnajep, ses 75 associations membres et les Crajep, animent une campagne intitulée 100% educ pop <http://www.cnajep.asso.fr/100-educ-pop/>.



[www.cnajep.asso.fr](http://www.cnajep.asso.fr)



Cnajep  
100% Educopop



@Cnajep



[cnajep@cnajep.asso.fr](mailto:cnajep@cnajep.asso.fr)

